



*Association internationale des Conseils économiques et sociaux
et Institutions similaires*
(AICESIS)

INTERVENTION au nom de l'AICESIS
de

Mme Paola Manacorda

Conseillère au CNEL d'Italie

--§--

57^{ème} Commission sur le Statut des Femmes

ECOSOC des Nations Unies

New York - 4-15 Mars 2013

FR

Introduction

Une série de chocs macroéconomiques ont eu lieu au niveau mondial en raison de la crise économique, qui a eu un impact sur la vie des femmes à travers le monde et a changé le paysage de l'égalité des sexes. Il y a beaucoup de recul quant à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Ainsi, les mesures politiques qui semblaient réalisables il y a quelques années (fin de la violence contre les femmes, l'équilibre travail-famille) apparaissent difficilement à l'ordre du jour. Face à l'augmentation des chocs contre les droits des femmes au niveau mondial, la relation doit focaliser sur le croisement entre la colossale et inquiétante crise économique actuelle et la violence et l'équilibre entre les sexes (questions prioritaires et à l'étude de cette session de la Commission) afin de pointer enfin les questions urgentes : la date limite des OMD de 2015 et au-delà.

1. La violence contre les femmes est endémique dans le monde entier et peut prendre nombreuses formes. Les statistiques internationales ne sont pas toujours comparables, mais des preuves irréfutables montrent que la violence contre les femmes ne connaît pas de frontières, mais les taux d'incidence ont tendance à augmenter avec le dénuement socio-économique.

Il est extrêmement important de veiller à ce que la crise économique actuelle n'a pas plus de conséquences sur l'augmentation de la vulnérabilité des femmes à la vie sociale et économique, et en particulier, sur l'augmentation de la violence faite contre les femmes. Dans de nombreux pays, il a été rapporté des tensions au sein des ménages en lien avec la baisse de revenu, conduisant dans certains cas à la violence domestique.

Il devient de plus en plus clair que l'investissement pour mettre fin à la violence est rentable, et des ressources adéquates devraient être consacrées aux efforts pour mettre fin à la violence sexiste, mais dans le contexte actuel de ralentissement mondial qui apporte hausse de la pauvreté et peur de perte d'emploi, les femmes sont contraintes de faire valoir leurs droits ou de signaler les violations qu'elles subissent. Bon nombre de cas, malheureusement, ne sont pas signalés, ce qui contribue à négliger cette question dans les discours politiques.

La récente crise financière change la façon dont nous positionnons la violence et les soins, parmi les nombreux autres problèmes liés à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Il est clair que la condition préalable à la réalisation de progrès en matière d'égalité des sexes réside **dans une analyse critique systématique des sexes de la crise actuelle et un suivi continu de ses effets sur l'égalité des sexes**. En particulier, il est urgent de contrôler les coûts cachés de la crise, comme l'augmentation des charges de travail non rémunérées, une diminution de l'accès à l'éducation et à la santé et l'augmentation de la violence disproportionnée sur les femmes.

L'impact de la crise économique sur les femmes est très claire, à la fois sur leur travail rémunéré et non rémunéré.

En ce qui concerne le travail rémunéré, alors que beaucoup plus d'hommes ont perdu leur emploi dans les pays développés en particulier dans les secteurs de l'industrie et de la construction, les travailleuses femmes, plus concentrées dans le secteur des services, ont également été touchées, car l'impact s'est propagé aux autres secteurs de l'économie. Le fait qu'au début beaucoup plus d'hommes ont perdu leur emploi ne signifie pas nécessairement que les femmes ont été moins affectées par la crise économique. La question clé ici est que les femmes avaient des positions plus défavorisées sur le marché du travail en général, pas seulement dans les pays

industrialisés mais aussi dans les pays en développement, même avant la crise économique.

En ce qui concerne le travail non rémunéré, il est bien connu que les femmes sont les plus responsables pour fournir nourriture, soins aux enfants, personnes âgées et personnes handicapées, de sorte que la baisse du pouvoir d'achat des ménages et les coupes dans les dépenses sociales ont de profondes implications pour les femmes dans les ménages et sur la répartition inégale du travail non rémunéré dans celui-ci. Pour ces raisons, les femmes subissent à la fois la perte d'un emploi, la baisse des revenus, la détresse, la vente d'actifs, et des difficultés à satisfaire les besoins de consommation. **Comme les ménages sont devenus les filets de sécurité de dernier recours, le risque est que les femmes peuvent prendre un travail occasionnel et faiblement rémunéré, tout en continuant de faire face à une grande quantité de travail domestique.**

2. Les gouvernements du monde entier ont entrepris une série de mesures pour faire face à la crise financière mondiale, qui vont de l'austérité aux programmes de relance budgétaire et de protection sociale. En prenant ces mesures, sous-estimer l'importance d'investir dans les femmes, les filles et l'égalité des sexes peut avoir pour conséquence que les impacts à long terme de la crise peuvent être amplifiés. Plus les femmes seront sans emploi et les jeunes filles sans instruction et plus la charge croissante des soins conduira à des niveaux plus profonds de pauvreté et à une plus grande inégalité entre tous les individus, pas seulement pour les femmes, rendant ainsi inefficaces les effets des plans de relance et les mesures d'austérité mises en place. Par exemple, les inégalités entre les sexes sont mises en évidence lorsque les plans de relance se concentrent sur les industries dominées par les hommes (comme la construction de grandes infrastructures) ou lorsque des mesures d'austérité comprennent des coupes drastiques des services sociaux et de santé. Cela est dû aussi à la représentation insuffisante des femmes dans les instances où les décisions stratégiques sont prises en charge pour faire face à la crise.

En revanche, les programmes qui offrent des nouvelles possibilités d'emploi pour les femmes ainsi que pour les hommes, aident à atténuer l'impact de la crise sur les femmes et à réduire la vulnérabilité des ménages. Les plans de relance qui incluent le support pour maintenir ou développer l'infrastructure sociale, en particulier la santé, les services de soins et l'éducation, peuvent aider à réduire le fardeau des femmes qui font un travail non rémunéré. Les dépenses budgétaires ont des impacts différents sur les hommes et les femmes et doivent être évaluées en ces termes, en tenant compte à la fois du travail rémunéré et non rémunéré. Notamment la budgétisation prenant en compte la question des sexes exige la reconnaissance de l'importance du secteur de la reproduction et son interaction dynamique avec les résultats sur le marché.

Pour assurer la prise en compte des sexes et apporter des réponses à la crise financière plus sensible à la question des sexes, il est important non seulement de soutenir la collecte de données ventilées par sexe sur l'emploi, les conditions de travail, les salaires et le travail non rémunéré, mais aussi de donner aux femmes plus de voix dans les décisions politiques et économiques.

3. Intégrer une plus grande égalité exige que les femmes soient tout particulièrement considérées dans tout cadre de travail post 2015, avec des objectifs et des indicateurs sensibles à la question des sexes et des données ventilées par sexe inclus dans chaque objectif. Une attention particulière est donc nécessaire pour s'assurer que les voix des femmes soient entendues. L'instrument de politique potentiel pour répondre aux facteurs structurels et produire une plus grande égalité des résultats devraient inclure :

- L'obligation de réalisation progressive et non régressive, ce qui signifie que les gouvernements doivent réaliser les droits économiques et sociaux, et ne peuvent pas reculer.
- La politique macro-économique afin de s'assurer que suffisamment d'emplois productifs et décentés sont créés pour absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail et réduire les formes vulnérables d'emplois dans lesquels les femmes et les jeunes sont concentrés.
- Un accès large et de bonne qualité aux infrastructures et aux services de santé pour soutenir la production et le travail de reproduction et réduire le travail non rémunéré effectué par les femmes de façon disproportionnée
- Une redistribution des richesses / revenus par le biais d'une budgétisation sensibles à la question des sexes et des enfants, impôt sur le revenu progressif, politiques fiscales et commerciales en faveur des pauvres
- Un programme de protection sociale pour assurer l'accès aux services sociaux essentiels et les transferts sociaux et ce, en contribuant à la dimension sociale, environnemental et économique du développement durable.

4. L'AICESIS note que les sociétés très inégales ont tendance à croître plus lentement que ceux qui ont des inégalités de revenus faibles, et que le crime et la violence, en particulier contre les femmes, se trouvent aussi être exacerbée par les inégalités. Réduire les inégalités et investir dans l'égalité des femmes est dans le meilleur intérêt de tous.

Se concentrer uniquement sur les **symptômes** et les manifestations de la pauvreté et de l'exclusion plutôt que sur les **causes structurelles** (discrimination, manque de représentation) a souvent conduit à affiner les mesures discrétionnaires visant à répondre aux besoins à court terme. Sans une attention sur les causes économiques, sociales, culturelles de la pauvreté et de l'inégalité, le programme de développement post 2015 ne progressera pas vers un succès durable inclusif que nous voulons tous atteindre.

L'AICESIS rappelle l'opportunité et l'utilité de mesures telles que :

- encourager une participation plus large et plus équitable des femmes à travers le dialogue social dans la prise de décisions contre la crise ;
- faciliter le ciblage des plans de relance sensibles au genre et analyser leurs impacts via l'analyse des données ventilées par sexe ;
- prendre en considération les audits de genre avant de prendre des décisions concernant les dépenses sociales ;
- promouvoir les stratégies de diffusion pour que les projets de microfinance, particulièrement destinés aux femmes, puissent faire partie des plans de relance ;
- veiller à la recherche pour s'assurer que les politiques économiques, surtout en période de crise économique, prennent en considération les questions de genre, en particulier pour faire face à la violence contre les femmes ;
- mettre en œuvre des politiques visant à parvenir à un équilibre travail-vie entre les sexes, qui peuvent inclure la mise à jour des qualifications des femmes qui travaillent et la création de services et d'infrastructures.

REFERENCES

European Economic and Social Committee (EESC).2013. *The gender dimension in the Europe 2020 Strategy*. Opinion, SOC/471 (Brussels)

International Labour Organization (ILO).2012. *Global Employment trends for women*. (Geneva)

Mediterranean Prospects (MEDPRO). 2012. *Female labour force participation and economic Development in Southern Mediterranean countries: what scenario for 2030?*.Technical report n°19

OECD. 2012 *Closing the gender gap*. (Paris)

World Bank. 2012. World Development Report 2012: *Gender equality and development* (Washington DC)

